- 2) Si l'on considère que ce délai peut être prorogé, la décision de prorogation dudit délai doit-elle être adoptée indépendamment des règles de procédure spécifiques régissant sa présentation et son adoption, ou bien, cette décision relevant de la compétence des États membres, ces derniers doivent-ils statuer conformément à leur législation interne dans la mesure où ils sont les destinataires des dispositions relatives à la procédure prévue à l'article 3, paragraphe 1, de la directive?

⁽¹⁾ Directive 2010/28/UE de la Commission du 23 avril 2010 modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil en vue d'y inscrire la substance active métalaxyl (JO 2010 L 104, p. 57).

⁽²⁾ Directive 91/414/CEE du Conseil, du 15 juillet 1991, concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques (JO 1991 L 230, p. 1).

Demande de décision préjudicielle présentée par le Conseil d'État (France) le 10 juin 2016 — Marc Jacob/Ministre des finances et des comptes publics

(Affaire C-327/16)

(2016/C 305/24)

Langue de procédure: le français

Jurisdiction de renvoi

Conseil d'État

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Marc Jacob

Partie défenderesse: Ministre des finances et des comptes publics

Questions préjudicielles

- 1) Les dispositions de l'article 8 de la directive du 23 juillet 1990 ⁽¹⁾ doivent-elles être interprétées en ce sens qu'elles interdisent, dans le cas d'une opération d'échange de titres entrant dans le champ de la directive, un mécanisme de report d'imposition prévoyant que, par dérogation à la règle selon laquelle le fait générateur de l'imposition d'une plus-value est constitué au cours de l'année de sa réalisation, une plus-value d'échange est constatée et liquidée à l'occasion de l'opération d'échange de titres et est imposée l'année au cours de laquelle intervient l'événement qui met fin au report d'imposition, qui peut notamment être la cession des titres reçus au moment de l'échange?
- 2) Les dispositions de l'article 8 de la directive du 23 juillet 1990 doivent-elles être interprétées en ce sens qu'elles interdisent, dans le cas d'une opération d'échange de titres entrant dans le champ de la directive, que la plus-value d'échange de titres, à la supposer imposable, soit taxée par l'État de la résidence du contribuable au moment de l'opération d'échange, alors que celui-ci, à la date de la cession des titres reçus à l'occasion de cet échange à laquelle la plus-value d'échange est effectivement imposée, a transféré son domicile fiscal dans un autre État membre?

⁽¹⁾ Directive 90/434/CEE du Conseil, du 23 juillet 1990, concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents (JO L 225, p. 1).

Demande de décision préjudicielle présentée par la Audiencia Provincial de Albacete (Espagne) le 15 juin 2016 — José Luís Núñez Torreiro/Seguros Chartis Europe

(Affaire C-334/16)

(2016/C 305/25)

Langue de procédure: l'espagnol

Jurisdiction de renvoi

Audiencia Provincial de Albacete, première section

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: José Luís Núñez Torreira

Partie défenderesse: Seguros Chartis Europe

Questions préjudicielles

- 1) La notion de «circulation de véhicules» ou de «fait de circulation», en tant que risque de l'assurance responsabilité civile pour l'utilisation et la circulation de véhicules automoteurs, à laquelle fait référence la législation de l'Union (notamment la directive 2009/103/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et le contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité, à l'article 3) ⁽¹⁾ peut-elle être définie dans la législation nationale d'un État membre d'une autre manière que dans la législation de l'Union?
- 2) En cas de réponse affirmative, cette notion peut-elle exclure (outre certaines personnes, certaines immatriculations ou certains types de véhicules, comme l'admet l'article 5, paragraphes 1 et 2, de la directive 2009/103/CE) des cas de figure de circulation en fonction du lieu de circulation, comme la circulation sur des voies ou terrains «non adaptés» à la circulation?
- 3) De même, est-il possible d'exclure de la notion de «fait de circulation» des activités déterminées du véhicule liées à la finalité de ce dernier (comme un usage sportif, industriel ou agricole) ou liées à l'intention du conducteur (comme la commission d'un délit intentionnel avec le véhicule)?

⁽¹⁾ Directive 2009/103/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et le contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité (JO L 263, p. 11).

**Demande de décision préjudicielle présentée par l'Oberster Gerichtshof (Cour suprême, Autriche) le
16 juin 2016 — Landeskrankenanstalten-Betriebsgesellschaft — KABEG/Mutuelles du Mans
assurances Iard SA (MMA Iard)**

(Affaire C-340/16)

(2016/C 305/26)

Langue de procédure: l'allemand

Juridiction de renvoi

Oberster Gerichtshof (Cour suprême)

Parties dans la procédure au principal

Partie demanderesse en révision: Landeskrankenanstalten-Betriebsgesellschaft — KABEG

Partie défenderesse en révision: Mutuelles du Mans assurances Iard SA (MMA Iard)

Questions préjudicielles

- 1) L'action d'un employeur national ayant pour objet la réparation du préjudice qu'il subit par ricochet en raison du maintien du paiement de la rémunération de son employé résidant sur le territoire national constitue-t-elle une action «en matière d'assurances» au sens de l'article 8 du règlement n° 44/2001 ⁽¹⁾, lorsque:
 - a) l'employé a été blessé lors d'un accident de la circulation qui a eu lieu dans un État membre (l'Italie),
 - b) l'action est dirigée contre l'assureur de la responsabilité civile, établi dans un autre État membre (la France), du véhicule de l'auteur du dommage et
 - c) l'employeur est un établissement de droit public ayant une personnalité morale propre?